

tion était une promesse de partage, avec le centre du Canada, de possibilités et d'avantages économiques. Au cours des 60 premières années de l'union, des forces économiques naturelles, des faiblesses internes et des politiques fédérales indifférentes, surtout dans le domaine des transports, ont étouffé toute possibilité d'un commerce équilibré entre les deux régions. Les provinces de l'Atlantique sont devenues un marché asservi aux grands fabricants du centre du Canada bien servis par des protections douanières, réussissant à payer leurs dettes en vendant leurs ressources naturelles aux traditionnels clients étrangers.

● (2020)

Pendant des décennies, l'absence de perspectives économiques intéressantes chez eux a forcé des centaines de milliers de personnes des provinces de l'Atlantique à quitter la région, dont certaines des mieux instruites et des plus ambitieuses. Les ressortissants de la région atlantique n'ont pas besoin de lire l'histoire des Canadiens-français pour savoir ce qu'est la décapitation d'une collectivité.

A compter de la Seconde Guerre mondiale, le gouvernement fédéral a conçu une multitude d'expédients destinés à pallier les pires répercussions de la situation: prestations sociales directes, paiements de péréquation aux gouvernements provinciaux, aide aux secteurs primaires traditionnels, affirmation de notre présence militaire, toutes mesures qui ont contribué à augmenter les revenus et la qualité des services sociaux. Le soutien du MEER à l'infrastructure et ses stimulants industriels ont créé des emplois, bien qu'il soit affligeant qu'un aussi petit nombre d'entre eux semblent être permanents. Pis encore, les études du MEER révèlent que la majeure partie des crédits fédéraux investis là-bas revenaient aux manufacturiers, aux détaillants et aux institutions financières du Canada central.

Le budget de décembre a adopté une attitude plus réaliste et plus souple face au développement industriel. Les contrats fiscaux offerts aux sociétés intéressées à s'implanter dans les Maritimes et en Gaspésie ou à y prendre de l'expansion pouvaient être adaptés à la nature du projet en cause et ne s'adressaient qu'aux entreprises viables, ce qui contraste agréablement avec la pratique visant à subventionner les coûts d'immobilisations d'entreprises spéculatives. Les nouvelles dispositions en faveur de la recherche et du développement, alliées à la nouvelle importance qu'aurait accordée le MEER à de petites industries faisant appel à des travailleurs et des produits locaux, attestaient de la part du gouvernement d'un nouveau réalisme et de sa détermination à améliorer la situation économique des Maritimes.

Le budget ne négligeait pas non plus les besoins particuliers des entreprises déjà en place. La disposition permettant aux agriculteurs, aux pêcheurs et à d'autres de déduire de leur revenu imposable le salaire de leur conjoint se serait surtout fait sentir, relativement parlant, dans les Maritimes. En offrant des stimulants vigoureux pour la modernisation de notre flotte de pêche, le budget permettait d'espérer que l'on mette un frein à la domination croissante des flottes étrangères. Le gouvernement précédent était déterminé non seulement

*L'Adresse—M. Howie*

à construire une flotte de pêche moderne, mais aussi à créer une importante marine marchande canadienne. Ce projet est vital pour tout le Canada, car nous payons quatre milliards de dollars par année à des compagnies maritimes étrangères; il le deviendra encore plus lorsque le nouveau code des Nations Unies pour le commerce maritime, qui garantit aux pays commerçants une part proportionnelle du trafic maritime, entrera en vigueur bientôt. Manifestement, les provinces côtières ont de riches possibilités à cet égard, grâce à leur situation géographique, à leurs installations portuaires et aux traditions et talents de leurs habitants.

Juste avant les élections, j'ai eu le plaisir de recevoir et d'appuyer les recommandations concernant le plan directeur du port de Saint-Jean de Terre-Neuve. Cette étude, qui a exigé plus d'un an de travail, recense toutes les possibilités qui s'offriront à Saint-Jean au cours des dix prochaines années et énonce les exigences à cet égard. Le nouveau gouvernement devrait étudier attentivement ces recommandations et y donner suite immédiatement.

Naturellement, j'exhorte le gouvernement actuel à poursuivre nos initiatives à l'égard des Maritimes et à leur accorder la même priorité. Logiquement, aucune raison ne devrait l'en empêcher. Il ne s'agit nullement de questions partisans ou de principes. Pourtant, je n'arrive pas à être optimiste.

J'ai été sidéré récemment en relisant le discours que j'ai prononcé à la première session de la trentième législature, en 1974. Comme aujourd'hui, je faisais alors face à un gouvernement libéral majoritaire nouvellement élu. Je prends la liberté de me citer moi-même:

Le gouvernement doit prendre des mesures plus dynamiques actuellement pour résoudre les problèmes énergétiques de la région atlantique et du pays tout entier. Il n'y a pas que l'approvisionnement et l'utilisation de nos ressources d'énergie non renouvelables, comme le pétrole, le gaz et le charbon dont il faille se préoccuper, mais nous devons accorder une plus grande attention à nos ressources d'énergie renouvelables comme l'énergie marémotrice et l'énergie hydraulique classique... qui peuvent être utilisées ou vendues nonobstant les caprices des Arabes ou de toute autre influence étrangère.

En cinq ans, les libéraux n'ont pratiquement rien fait pour répondre à ce besoin manifeste. Ils n'ont pas modernisé la flotte de pêche, ils n'ont apparemment pas remarqué que les programmes de stimulation économique n'entraînaient pas la création d'emplois permanents et ils ne se sont pas préoccupés du recours de plus en plus fréquent de la population à l'assurance-chômage. En fait, pour résoudre ce problème, ils ont décidé de rejeter les demandes et d'obliger les requérants à se faire inscrire sur les listes des services d'assistance publique de leur province.

Ont-ils tiré les leçons de la défaite qu'ils ont essuyée en mai 1979? Je n'en ai encore aucune preuve. Avec l'aide de leurs étranges comparses, ils ont fait tomber le gouvernement en profitant d'un budget qui répondait à ces besoins et ils se sont entêtés à refuser de voir la réalité en face en ce qui concerne l'énergie; pour pouvoir retirer un avantage immédiat, ils ont hypothéqué le pays pour de longues années.